

Ben Fayot

Merci au « Minettsdapp » !

Selon le dictionnaire luxembourgeois, le terme de « Minettsdapp » est apparu à la fin du XIX^e siècle pour désigner quelqu'un qui travaille la minette, un mineur ou un ouvrier de la sidérurgie, donc quelqu'un du canton d'Esch-sur-Alzette. L'ignorance fit d'abord mépriser le travail de la mine et du fer pour sa dureté, son danger, sa saleté. Le « Minettsdapp » prit une connotation péjorative. Mais ceux qui exercèrent ce travail dur et difficile en tirèrent de la fierté et une nouvelle identité.

Nouvelle donne politique

L'apparition d'une masse d'ouvriers dans la sidérurgie et les mines entraîna un changement démographique important. Entre 1890 et 1910, la population du canton d'Esch-sur-Alzette doubla. La population de la ville d'Esch-sur-Alzette passa de 6 855 habitants en 1890 à 16 461 en 1910, Dudelange de 5 091 à 10 803 pendant le même laps de temps, Differdange de 3 574 à 13 909. L'afflux de cette nouvelle population n'allait pas sans créer des problèmes de logement, d'hygiène et d'infrastructures (rues, écoles, administration publique).

Surtout, ces nouveaux habitants devinrent peu à peu des électeurs. La diminution du cens, en 1892 de 30 à 15 francs, en 1901 à 10 francs, et en 1913 un cens de 10 francs dans lequel rentraient toutes sortes d'impôt, fit augmenter le nombre d'électeurs et créa de nouvelles couches d'électeurs

populaires. En 1890, il fallait environ 500 voix pour être élu, en 1914 entre 3 000 et 4 000.

Cette évolution permit l'émergence de nouveaux notables dans un milieu social inédit dans notre pays. Fait significatif : en 1890, tous les députés du canton étaient élus au premier tour, tous des notables depuis longtemps à la Chambre des députés. Mais dès 1896, C.M. Spoo arriva le pre-

La diminution du cens [...] fit augmenter le nombre d'électeurs et créa de nouvelles couches d'électeurs populaires.

mier à s'intercaler parmi les anciens députés comme Victor de Tornaco, Léon Metz ou Auguste de Gerlache. De même pour le Dr Michel Welter, qui fut élu en 1897 à l'occasion d'une élection partielle.

Dans ce contexte, on peut voir dans le fameux discours en luxembourgeois que Spoo fit à la Chambre en 1897 non seulement un fait linguistique, mais surtout une rupture politique pour tenter de se rapprocher des nouveaux électeurs peu familiarisés avec le français de la Chambre d'alors. La langue du « Minettsdapp » (avec le « mär » et le « Uarbechter ») allait être un signe distinctif important !

Avec Xavier Brasseur élu en 1901, Léon Metzler et Jean-Jacques Diderich élus en 1902, le canton d'Esch-sur-Alzette eut à la

Chambre cinq démocrates sur neuf députés. C'était un tournant politique capital, pour le pays comme pour le canton.

Un « radicalisme » régional

Les nouveaux électeurs s'éveillaient à la politique avec des demandes concrètes. Il pouvait donc être électoralement payant de faire preuve d'un certain radicalisme en s'opposant au centre du pouvoir de la capitale. Ainsi, dès 1895, *l'Escher Courier*, journal proche de Spoo et de Welter, traite non seulement de la question ouvrière, mais surtout de la question régionale. Le gouvernement est accusé de négliger honteusement le canton d'Esch-sur-Alzette qui génère pourtant la plus grande partie des recettes de l'État¹. Le thème récurrent du canton d'Esch-sur-Alzette comme la vache à lait du pays est ainsi né. Le pouvoir central est accusé de dilapider la minette, de négliger le canton dont les routes et chemins sont rares et mauvais, qui n'a pas de lycée, dont les communes manquent de moyens financiers, alors que le gouvernement accorde des avantages financiers aux communes rurales sur le dos des communes productrices de richesses.

Il est facile à ces nouveaux députés du canton d'Esch-sur-Alzette d'attaquer les classes dirigeantes issues de la capitale et d'un pays encore très rural, en dénonçant leur paternalisme hautain et leur ignorance des problèmes concrets des électeurs. Michel Welter se fit le champion d'un nouveau style d'opposition virulente à la Chambre, où ses sorties étaient redoutées.

On peut penser que ce style direct, frondeur, très critique, était fait pour plaire à ses électeurs.

Citons deux exemples à cet égard. Le 22 janvier 1901, le gouvernement déposa à la Chambre un projet de loi portant création d'une école industrielle à Esch-sur-Alzette, revendication récurrente du canton depuis des années. Or, l'incompréhension entre le gouvernement et les députés du canton était flagrante. Le directeur général des Finances, Mathias Mongenast, expliqua que l'école proposée aurait un caractère régional et s'adresserait « aux classes moyennes et inférieures de la population de notre bassin minier et métallurgique² ». Et encore : « Ce qu'il faut au canton d'Esch, c'est une école tenant compte des besoins des emplois subalternes de l'industrie régionale. » Et d'ajouter qu'une enquête avait permis de savoir que la plupart des jeunes du canton quittaient l'école primaire à l'âge de 12 ans, mais n'entraient à l'usine qu'à l'âge de 16 ans. Selon le rapporteur Frédéric François, avocat à Diekirch, « il s'agit de protéger l'enfance dans le canton d'Esch, où cette population nombreuse est entourée de dangers qui sont la suite du désœuvrement et de la licence³ ». Les députés du canton d'Esch n'eurent que faire de ces développements. Le Dr Welter ne cessa de répéter, « Nous voulons la même chose qu'à Luxembourg », c'est-à-dire une école industrielle avec une division inférieure et une division supérieure. « Nous voulons à Esch ce que vous avez à Luxembourg », ou « Nous voulons la justice pour Esch⁴ ».

Un autre exemple intéressant de ce régionalisme déjà bien prononcé fut la lutte contre la division du canton, proposée par Auguste Collart, propriétaire à Bettembourg. Celui-ci voulait un canton de Bettembourg à côté du canton d'Esch-sur-Alzette, et répartir les localités en deux groupes : Differdange, Esch-sur-Alzette, Mondercange, Pétange, Reckange, Sanem et Schifflange au canton d'Esch-sur-Alzette ; Bettembourg, Dudelange, Frisange, Kayl, Leudelage, Roeser et Rumelange au canton de Bettembourg.

La crainte de notables comme Collart, le châtelain de Bettembourg, était en effet de voir basculer toute la députation à gauche

et de faire du canton d'Esch-sur-Alzette un bastion socialiste. D'ailleurs, le ministre d'État Paul Eyschen releva que le canton d'Esch-sur-Alzette avait une situation exceptionnelle par le fait qu'il avait neuf députés (en 1901), et exprima l'inquiétude des députés des autres cantons : si la députation du canton arrivait à s'entendre au lieu d'être une députation « panachée », elle pourrait imposer sa loi⁵.

L'anticléricalisme

Tout au long du XIX^e siècle, l'État libéral garda la main sur l'Église catholique, qui essaya de se défaire de cette emprise tout en élargissant sa place et son influence dans la société, aussi en défendant les ouvriers contre les patrons libéraux. À la fin du

**Au début du XX^e siècle, le
« Minettsdapp » a donné naissance
à une culture ouvrière et une
identité politique et sociale
spécifiques, marqué par la fierté
du travail et la volonté de s'imposer
dans un pays rural et bourgeois.**

XIX^e siècle, la lutte entre les libéraux et les démocrates et le parti catholique prit de l'ampleur. Dans le canton d'Esch-sur-Alzette, le démocrate proche des libéraux, Xavier Brasseur, s'allia à Welter dans la mobilisation contre la droite agrarienne qui entendait revoir la loi scolaire libérale de 1881. Welter fit de cette lutte un thème essentiel de sa campagne électorale en 1897 avec l'aide de nombreux instituteurs. Mais le catholique conservateur Émile Prüm du canton de Clervaux réussit à remettre l'école sous l'autorité du curé en 1898. Cette victoire des catholiques conservateurs et agrariens incita le centre gauche à se rapprocher malgré les divergences sociales. Un des ciments du bloc majoritaire de 1908 à 1917 était l'anticléricalisme, autre expression de l'opposition entre le pays urbain et le pays rural, entre l'industrie et l'agriculture, et finalement aussi entre la monarchie et la république.

Car la monarchie se fit prendre dans cette tourmente quand la jeune Grande-Duchesse Marie-Adélaïde se rapprocha du camp catholique, non seulement en hésitant

à sanctionner la loi scolaire de 1912, à nommer des bourgmestres et un directeur de gauche, mais aussi en 1915, en faisant dissoudre la Chambre pour affaiblir le bloc de gauche et en appelant Hubert Loutsch à la tête d'un gouvernement catholique minoritaire. Ce que la gauche d'alors appelait le « coup d'État » de la Grande-Duchesse allait lui aliéner durablement une bonne partie des forces politiques des régions urbaines et industrielles.

Ainsi nacquit, avec l'anticléricalisme, la veine républicaine antimonarchique du canton d'Esch-sur-Alzette, les deux fortement inspirés par les idées en vogue dans la France voisine que véhiculaient les Émile Mark, Jos Thorn, René Blum (tous élus du canton d'Esch-sur-Alzette, même si Thorn n'était pas « Minettsdapp »), de retour de leurs études en France. Le référendum de 1919 révéla que le pays, à cet égard, était coupé entre le canton d'Esch-sur-Alzette et une partie du centre et le reste du pays.

La fin de la majorité de centre gauche

Jusqu'en 1918, le scrutin majoritaire à deux tours permettait aux libéraux et aux sociaux-démocrates de représenter à peu près seuls le canton d'Esch-sur-Alzette à la Chambre, à condition de maintenir la discipline dans le report des voix au deuxième tour. Dans le canton d'Esch-sur-Alzette, il fallait amener les ouvriers à donner leurs voix aux maîtres des forges libéraux et à leurs alliés sociaux-démocrates plutôt qu'aux candidats catholiques dont le discours était en pointe contre les patrons libéraux.

Les ouvriers qui commençaient à voter étaient tiraillés entre deux réflexes. D'abord, un réflexe positif, car le travail à l'usine permettait de gagner sa vie ; une fierté aussi, car ces travailleurs faisaient un travail spécialisé, avec la conviction de s'identifier à quelque chose d'absolument nouveau dans le pays qui ne se retrouvait que là, dans le canton d'Esch-sur-Alzette et nulle part ailleurs : la sidérurgie moderne, les hauts fourneaux, les mines de fer avec leurs milliers de travailleurs. D'où un mode de vie nouveau, différent de tout ce qu'on avait vécu jusque-là dans les campagnes soumises à l'Église et aux no-

tables, une sociabilité au travail et après le travail, une population jeune, plus libre et déjà détachée des interdits de la vieille société traditionnelle, avec des étrangers venant de nombreux pays, et une communauté industrielle au-delà de la frontière.

Mais aussi un réflexe négatif : le travail était difficile, dangereux, souvent mal payé ; l'emploi était précaire, les revenus insuffisants, les conditions de vie déplorables, sans protection face aux aléas de la vie et du travail.

Pendant la Première Guerre mondiale, les luttes sociales s'exacerbèrent entre les travailleurs et le monde agrarien. L'accord politique entre les libéraux et les sociaux-démocrates vola en éclat. Michel Welter au gouvernement en 1916, incapable d'améliorer la situation alimentaire surtout dans le Bassin minier, fut lâché par les siens. Même Jean Schortgen, le premier député ouvrier, élu en 1914 avec des voix libérales, était considéré avec méfiance par ses camarades de travail.

Les travailleurs se détournèrent de la politique, incapable de les nourrir et de construire un État fort pour les protéger contre la spéculation et l'exploitation. Ils créèrent en 1916 le premier grand syndicat neutre de la sidérurgie et des mines, qui sera désormais et pendant longtemps la référence des travailleurs. S'y retrouvaient des syndicalistes sociaux-démocrates et catholiques. Même s'ils se séparèrent en 1921, ils allèrent manifester ensemble en 1936 pour la reconnaissance des syndicats. En 1937, ce fut surtout le canton d'Esch-sur-Alzette qui fit tomber la loi d'ordre.

La circonscription du Sud

La révision constitutionnelle de 1919 a introduit le scrutin proportionnel de liste. Jusque-là, les douze cantons servaient de circonscriptions électorales. Les débats de l'époque opposaient les tenants de la circonscription unique à ceux de plusieurs circonscriptions.

Pour bien comprendre le contexte d'alors, il faut se rappeler qu'en 1919, nous sommes dans un pays de 261 540 habitants d'après le recensement de 1910 et de 267 447 d'après celui de 1916. Le canton d'Esch-



© Tony Krier. Photothèque de la Ville de Luxembourg

sur-Alzette était le plus peuplé avec 66 476 habitants en 1910 et 73 967 habitants en 1916. La ville de Luxembourg n'avait que 19 192 habitants en 1910 et 18 796 en 1916. Luxembourg campagne comprenait les communes de la périphérie de la capitale comme Hollerich ou Eich, où se trouvaient les industries et une population ouvrière importante (38 874 habitants en 1916 et huit députés). Tous les autres cantons étaient principalement ruraux et avaient le reste de la représentation.

C'est donc un pays où l'opposition entre un grand canton industriel et la presque-totalité (sauf Luxembourg campagne dans sa partie industrialisée) des cantons ruraux était très marquée. Le découpage des circonscriptions était d'une importance capitale pour l'avenir politique du pays et de ses régions. La droite proposait deux circonscriptions⁶ de chacune 134 000 habitants environ pour « soustraire la vie politique à l'action des intérêts divergents qui la dominent aujourd'hui en entremêlant ces intérêts⁷ ». Le canton d'Esch-sur-Alzette aurait été avec Capellen, Clervaux, Mersch et Redange. Alors que le congrès du parti socialiste avait adopté le 26 octobre 1918 une motion demandant au groupe parlementaire de s'engager pour le scrutin proportionnel dans sa forme la plus radicale avec une seule circonscription pour tout le pays, sans panachage et sans

vote préférentiel, le député socialiste et avocat Jos. Thorn, élu du canton d'Esch-sur-Alzette, proposa le 27 mars 1919 un amendement visant à diviser le pays en quatre circonscriptions. « [...] nous réclamons cette division [...] en faveur [...] du canton que nous représentons ici⁸ ».

Il faut ajouter que le canton d'Esch-sur-Alzette était le seul à compter un grand nombre d'étrangers qui ne votaient pas (environ 20 000) et que le pays comptait un député pour 5 000 habitants, ce qui fit dire à Jos. Thorn que quatre députés du sud représentaient cette population étrangère. Et d'avoir un raisonnement très régionaliste, car « avec vos grandes circonscriptions électorales⁹, ces 20 000 personnes qui n'ont pas le droit de vote, mais qui sont représentées dans cette enceinte, seraient réparties à travers tout le pays, ce sont les cantons agricoles, accolés au canton d'Esch, qui profiteraient de ces quatre députés qui représentent les 20 000 étrangers du canton d'Esch et qui disparaîtraient peut-être [...] ¹⁰ ». Le propos « sudiste » était clair : « Nous n'entendons pas qu'on accole les cantons agricoles au canton d'Esch, nous n'entendons pas que vous mettiez vos élus cléricaux sous la domination de la population agricole et que vous renforciez dans cette enceinte, au détriment de la population industrielle, l'influence de la population agricole du pays. ¹¹ »

On sait ce qu'il en advint. Depuis 1919, nous connaissons ces quatre circonscriptions qui permettent l'expression d'intérêts régionaux. Le canton d'Esch-sur-Alzette auquel fut accolé le canton de Capellen, encore très rural en 1919, a désormais profondément marqué toute la circonscription du Sud de sa culture ouvrière et de son identité politique progressiste, même s'il reste des différences entre Bettembourg, Dudelange¹² ou Roeser et les autres communes, en premier lieu la ville d'Esch-sur-Alzette.

Le rôle du canton d'Esch-sur-Alzette dans l'histoire du pays

L'industrialisation a donné au canton d'Esch-sur-Alzette une influence capitale dans l'histoire du XX^e siècle de notre pays¹³. Au fil des années, il se développa dans ses infrastructures, grâce à des municipalités actives. La ville d'Esch-sur-Alzette était depuis 1916 le centre syndical, avec la création du BHAV (Berg- und Hüttenarbeiterverband), puis du syndicat libre BMIAV (Berg- und Metallindustriearbeiterverband) en 1919 et du LCGB en 1921. Le parti ouvrier allait longtemps y avoir sa centrale. Les journaux successifs comme *l'Escher Courier*, *l'Escher Volksblatt*, *l'Escher Journal* et le *Neues Journal* revenaient à charge dans l'intérêt du canton de 1896 à 1910. *L'Arme Teufel* de Jean Schaack-Wirth, une sorte de *Feierkrop* de l'époque, venait d'Esch. Puis, évidemment, le *Proletarier* du BMIAV. La création du *Escher Tageblatt* en 1913¹⁴, puis

celle de l'imprimerie coopérative et la reprise du journal d'Émile Schroell par les syndicats libres et le parti ouvrier en 1927 donnèrent un journal quotidien de gauche au canton. Le parti ouvrier remplaça le parti socialiste en 1924, et développa son implantation dans la circonscription du Sud, qui devint son principal pilier. Après le départ des communistes en 1921 à Differdange, le parti communiste et les organisations proches de ce parti furent particulièrement bien accueillis dans le canton d'Esch-sur-Alzette.

Lors des référendums de 1919, la ville d'Esch-sur-Alzette était en majorité républicaine, et tout le canton massivement en faveur de l'union économique avec la France. En 1937, toutes les grandes localités du canton s'exprimèrent en faveur du « non » à la loi d'ordre. Le référendum de 2005 sur la Constitution pour l'Europe divisa le canton d'Esch, avec d'un côté le « non » majoritaire à Esch-sur-Alzette, Differdange, Kayl, Pétange, Rumelange, Sanem, Schiffange, et le « oui » majoritaire à Bettembourg, Roeser et Dudelange¹⁵.

Au début du XX^e siècle, le « Minettsdapp » a donné naissance à une culture ouvrière et une identité politique et sociale spécifiques, marqué par la fierté du travail et la volonté de s'imposer dans un pays rural et bourgeois.

Depuis lors, le pays a beaucoup changé. Une partie de l'identité politique spécifique datant du début du XX^e siècle est

restée vivante dans une population parfois plus encline à dire « non » qu'ailleurs dans le pays, à râler contre la pensée dominante et à secouer le cocotier, moins à l'aise dans les compromis savants et équilibrés.

Soyons reconnaissants au « Minettsdapp », car sans sa force de travail, ce pays ne serait pas devenu riche et prospère, et sans sa propension à taper du poing sur la table, la société aurait mis plus longtemps à bouger. Merci donc au « Minettsdapp » ! ♦

1 « Bei der Verteilung unseres Staatskuchens werden das Ösling und die Ackerbaukantone auf eine jeder ausgleichenden Gerechtigkeit hohnsprechende Weise bevorzugt, dagegen die Landesbezirke der Arbeit und des Schweisses, die Stadt Luxemburg mit ihrer industriellen Umgebung, ganz besonders aber der Kanton Esch, welche den Löwenantheil der direkten und indirekten Steuern für den Staatsschatz erübrigen, auf eine empörende Weise vernachlässigt. » (*Escher Courier* du 15 juin 1895)

2 Compte rendu de la Chambre des députés 1900-1901, p. 1491

3 *Ibid.*, p. 1506

4 *Ibid.*, p. 1493

5 *Ibid.*, p. 1574

6 Compte rendu de la Chambre des députés du 27 mars 1919, p. 2357

7 *Ibid.* (citation reprise du projet élaboré par le conseiller de gouvernement Nickels)

8 Compte rendu de la Chambre des députés du 27 mars 1919, p. 2371

9 Une ou deux, selon les modèles proposés.

10 Compte rendu de la Chambre des députés du 27 mars 1919, p. 2371

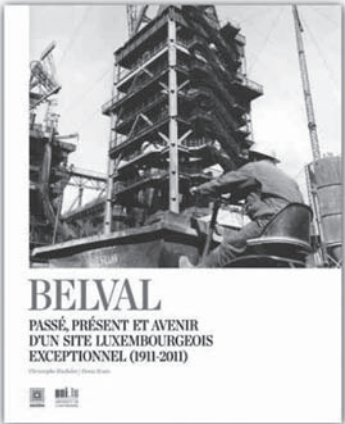
11 Compte rendu de la Chambre des députés du 27 mars 1919, p. 2372. Ce raisonnement amena Jos. Thorn à évoquer ce que la droite appela une chimère : « Je suis partisan de la Ligue des Nations et j'espère que bientôt il n'y aura plus de frontières entre la France et l'Angleterre et les autres pays. Il n'y aura plus de Français, Italiens, Belges, Anglais, Allemands, il n'y aura que des humains et tous ceux qui habitent ici le territoire auront le droit de vote. » (p. 2373)

12 Voir p.ex. à ce sujet Lucien Blau, « Mémoire individuelle, Mémoire collective », dans *Centenaire Didde-leng 1907-2007*, p. 33 et 34.

13 Il est curieux qu'il n'y ait jamais eu de tentative d'écrire l'histoire du canton d'Esch-sur-Alzette. S'il y a eu des monographies intéressantes sur les différentes localités, une histoire du canton reste à écrire.

14 « Das Escher Tageblatt wurde 1913 als bürgerlich-demokratisches Organ mit sozialistischem Einschlag (sic !) gegründet. » *1916-1936, 20 Jahre Verband*, Esch, 1936.

15 Ben Fayot, *Les quatre référendums du Grand-Duché de Luxembourg*, Luxembourg, 2006.



Agora et l'Université du Luxembourg présentent le premier livre sur l'histoire d'un site luxembourgeois exceptionnel : Belval

Du Escher Bësch à la Source Bel-Val, de l'Adolf-Emil-Hütte à l'usine d'ARBED Esch-Belval, de la friche industrielle au projet urbain durable, de l'usine à la Cité des sciences, de la recherche et de l'innovation, un ouvrage de 432 pages écrit par Christophe Knebelier et Denis Scuto.

Prix de vente : 49 euros

Commandes à effectuer chez :
Editions le Phare
44, rue du Canal
L-4055 Esch-sur-Alzette
Fax : +352 547130 (Mme Rossi) ou
Mail : lephare@editpress.lu